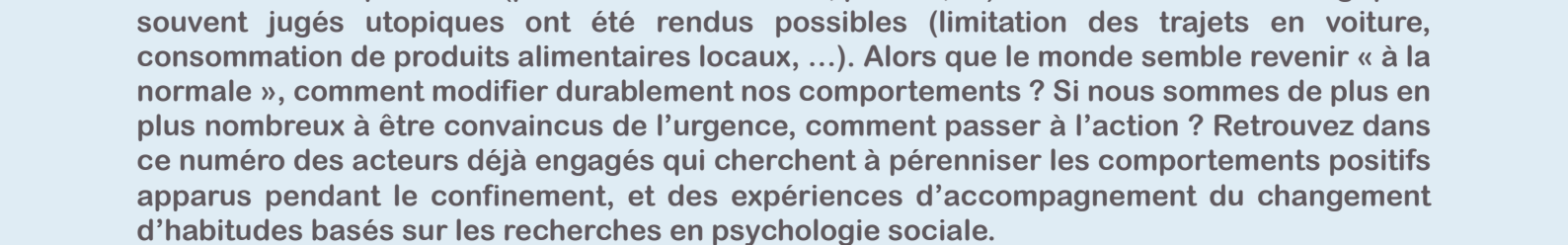


# Terres d'Échos #23

## LA LETTRE DE CITOYENS & TERRITOIRES GRAND EST

### - Septembre/Octobre 2020 -

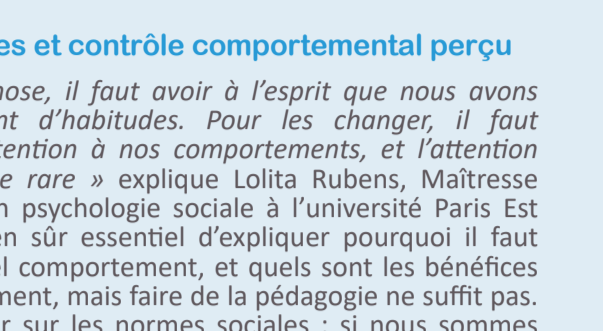


La crise sanitaire aura permis d'accélérer les prises de conscience : nos modes de vie sont extrêmement dépendants (production alimentaire, pétrole, ...) et certains effets écologiques souvent jugés utopiques ont été rendus possibles (limitation des déplacements en voiture, consommation de produits alimentaires locaux, ...). Alors que le monde semble revenir « à la normale », comment modifier durablement nos comportements ? Si nous sommes de plus en plus nombreux à être convaincus de l'urgence, comment passer à l'action ? Retrouvez dans ce numéro des acteurs déjà engagés qui cherchent à pérenniser les comportements positifs apparus pendant le confinement, et des expériences d'accompagnement du changement d'habitudes basées sur les recherches en psychologie sociale.

## INITIATIVES TERRITORIALES

### TRANSITION ÉCOLOGIQUE : COMMENT ACCOMPAGNER LES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENTS INDIVIDUELS DANS LES TERRITOIRES ?

Organiser la transition écologique est devenu un défi majeur pour de nombreux territoires. Les dispositifs qui permettent d'aborder cette question ne manquent pas : Plans Climat Air Énergie Territoriaux, agendas 2030, Contrats de Transition Écologique, ... Les acteurs locaux – citoyens – se montrent très dynamiques et portent de nombreuses initiatives. Faire évoluer les comportements des habitants est bien souvent au cœur de ces démarches. Mais l'être humain n'est pas rationnel ! La compréhension des facteurs qui influencent les comportements pro-environnementaux des individus est très utile pour mettre en place des actions efficaces, comme le montrent certains enseignements issus des recherches en psychologie sociale. La journée intitulée « Transition écologique : Comment accompagner les changements de comportements individuels dans les territoires ? » organisée à Sion le 17 septembre 2020 par Citoyens & Territoires Grand Est, en partenariat avec la Cité des Paysages, a permis d'explorer de nombreuses pistes pour enclencher des actions efficaces sur les territoires en s'inspirant des sciences du comportement.



#### Normes sociales et contrôle comportemental perçu

« Avant toute chose, il faut avoir à l'esprit que nous avons tous énormément d'habitudes. Pour les changer, il faut redonner de l'attention à nos comportements, et l'attention est une ressource rare » explique Lolita Rubens, Maîtresse de conférence en psychologie sociale à l'université Paris Est Créteil. Il est bien sûr essentiel d'expliquer pourquoi il faut adopter tel ou tel comportement, et quels sont les bénéfices pour l'environnement, mais faire de la pédagogie ne suffit pas. Il faut aussi jouer sur les normes sociales : si nous sommes persuadés que les autres ont adopté le comportement préconisé, alors nous serons plus enclins à l'adopter aussi. Autre élément important, le contrôle comportemental perçu : « il faut se sentir capable de mettre en place les gestes préconisés, cela ne doit pas représenter de difficultés majeures » indique Lolita Rubens. De ces enseignements découlent des leviers que les acteurs locaux peuvent actionner pour accompagner les changements de comportements individuels.

#### Exemplarité

« Nous ne pouvons pas faire de l'éducation à l'environnement si nous ne sommes pas nous-mêmes exemplaires » souligne Michaël Thierry, directeur du Centre Social et Culturel du pays de Revigny, engagé depuis fin 2019 dans une démarche « Presque zéro déchets ». Au programme, la suppression des objets jetables, l'optimisation du matériel informatique et la fabrication des produits d'entretien. Des efforts sont faits aussi lors des activités, par exemple les participants aux ateliers culinaires fabriquent désormais des produits auparavant achetés tout faits (sauce tomate, pâtes), compostent les déchets et iront bientôt cueillir leurs aromates dans le jardin. Le centre prévoit aussi d'associer les usagers à cette démarche, en lançant cet automne un « défi familles presque zéro déchets » avec le concours de l'association Meuse Nature Environnement.

Même son de cloche à Saulnes, petite commune du Nord de la Meurthe-et-Moselle engagée dans une démarche globale de transition depuis 2016, accompagnée par l'entreprise EcoTransFaire. Grâce au travail des commissions, qui rassemblent des habitants, des élus et des techniciens communaux, plusieurs actions ont vu le jour, comme par exemple la formation de 12 apiculteurs-habitants par la création d'un rucher-école, les « Incroyables comestibles », une page Facebook « Je donne ou je recherche gratuitement » pour les habitants. D'autres projets plus longs à concrétiser sont à l'étude, comme la mise en place d'un tiers-lieu sur une ancienne friche industrielle, pour laquelle un avant-projet a été dessiné par les habitants et validé par le conseil municipal. « La commune est très investie sur le plan logistique et humain, et elle montre beaucoup d'exemplarité et l'appel à ambassadeurs permettront de faire grandir la sensation que les nouvelles manières de faire sont la norme, entraînant ainsi de plus en plus de personnes dans de nouveaux comportements » analyse Lolita Rubens.

L'exemplarité est un levier efficace, c'est aussi un facteur de cohérence : « il faut que tout le monde aille dans le même sens à l'échelle individuelle, du quartier, de la commune, du territoire et même de la région » souligne Lolita Rubens.

#### Favoriser l'engagement en formant une « minorité active »

Former une minorité active qui fera évoluer son entourage, c'est le pari des **Conversations Carbone**, une démarche née il y a 15 ans au Royaume-Uni et qui diffuse progressivement en France grâce à des facilitateurs formés par l'association Carbone & Sens. La méthode a été créée par un ingénieur et une psychotérapeute, elle allie une expertise pratique et un savoir-faire psychologique, ce qui fait son originalité. Concrètement, deux facilitateurs animent des ateliers conviviaux qui réunissent à plusieurs reprises un groupe de 6 à 10 personnes. Ce parcours permet à chaque participant d'élaborer son propre plan d'action et d'explorer les premiers passages à l'action vers un mode de vie plus sobre en carbone. Les Conversations Carbone peuvent être déployées sur un territoire, comme l'a expérimenté l'agglomération de Besançon : « Nous avons intégré cette démarche dans notre Plan Climat Air Énergie Territorial, en formant plusieurs binômes de facilitateurs issus de différents réseaux, et initié ainsi une véritable dynamique territoriale » indique Anne-Cécile KLUR, facilitatrice et chargée de l'animation territoriale des Conversations Carbone dans le cadre du Plan Climat, Grand Besançon Métropole.

#### Communication engageante

De son côté, le Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges développe actuellement le programme **Quiétude attitude**, dont l'objectif est de faire connaître au grand public la localisation de zones de quiétude dans lesquelles il est nécessaire d'adopter de bons réflexes pour ne pas déranger la faune. Il est matérialisé par un site Internet sur lequel on y trouve une carte des zones de quiétude identifiées par le Parc, des informations sur les espèces les plus sensibles au dérangement, et des bons réflexes à adopter. Un onglet du site met en valeur des personnes qui se sont engagées à mettre en pratique la Quiétude attitude. Y figurent des personnalités connues comme Remy Absalon, pilote professionnel de VTT enduro ou encore Sarah Vieuille, championne de France de trail, mais aussi des professionnels du tourisme, en particulier des accompagnateurs en montagne. Car la stratégie de communication consiste à s'appuyer sur un réseau de partenaires, véritables ambassadeurs du programme. A terme, plusieurs centaines de personnes ou structures pourraient rejoindre le réseau : stations de ski, hébergeurs, fermes-auberges, moniteurs d'activités de pleine nature, ... Des outils de communication qu'ils pourront diffuser auprès de leurs clients ou adhérents sont en cours d'élaboration. « Le développement du réseau, tout comme l'exemplarité et l'appel à ambassadeurs permettront de faire grandir la sensation que les nouvelles manières de faire sont la norme, entraînant ainsi de plus en plus de personnes dans de nouveaux comportements » analyse Lolita Rubens.

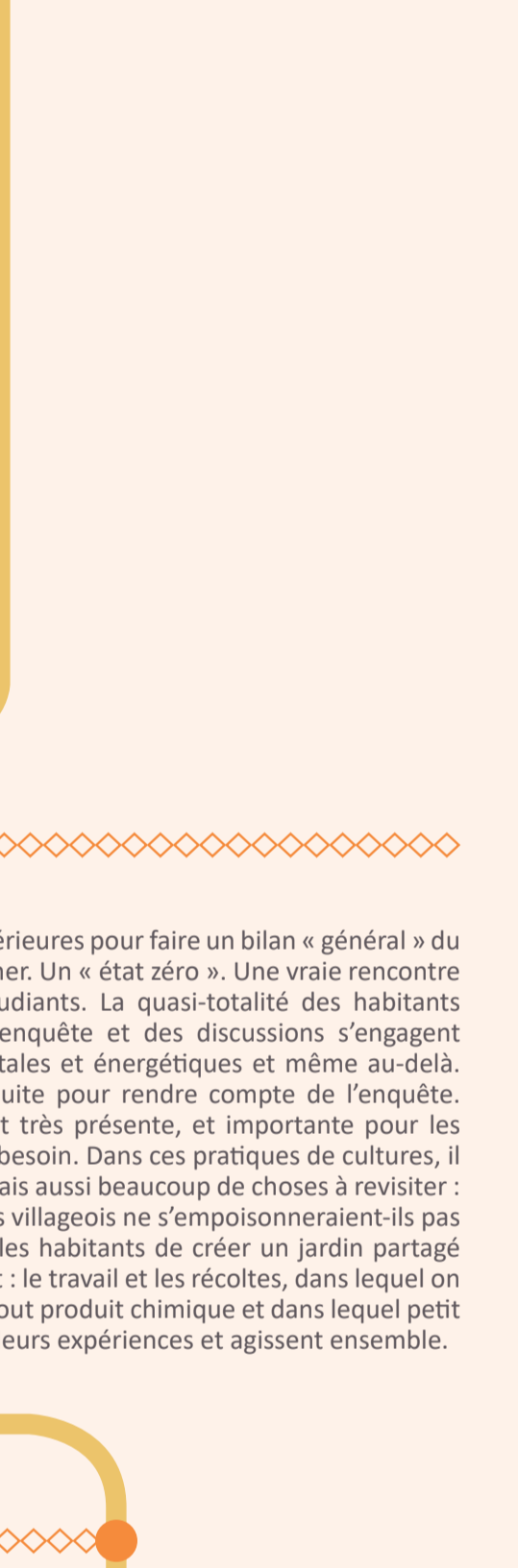


« Toutes les initiatives présentées nous montrent aussi qu'il faut donner aux personnes la possibilité d'agir à travers des actions diverses – sessions de sensibilisation, ateliers pratiques, défis, ... - qui leur donnent le sentiment de bien maîtriser les nouveaux comportements, penser à fêter les réussites et aussi mutualiser les savoir-faire entre structures et réseaux » conclut-elle.

## POINT DE VUE

### OGNEVILLE, UN VILLAGE À ÉNERGIE TRÈS POSITIVE

Ognéville est un village d'à peine 100 habitants dans le sud de la Meurthe et Moselle. Une démarche citoyenne autour de la transition énergétique s'y est pourtant mise en place. Patrick GRAEFFLY, adjoint au maire, nous en parle.



**Patrick GRAEFFLY**

#### P. Quel a été le déclencheur de la démarche ?

PG. Tout est parti d'un constat en 2012 : il ne se passe plus grand-chose sur le village, les habitants n'échangent guère, la population vieillit, se renouvelle peu, certains vivent ou se sentent isolés, la commune a de moins en moins de ressources financières. On était confronté à une espèce de désintérêt, de désinvestissement des citoyens par rapport à la vie publique. Au point que créer une liste complète pour les municipales était une gageure ....

La commune décide alors de préférer l'ambition au déclin, à la morosité. Se démarquer, se lancer un défi collectif... en un mot : exister ! J'ai lancé l'idée folle de Village à Énergie Positive, dit VEPos. Il s'agit de réduire au maximum les besoins énergétiques de la commune, par la sobriété et l'efficacité énergétique, et les couvrir par les énergies renouvelables locales. Le tout à l'horizon 2050-2060.

#### Comment avez-vous procédé ?

PG. Nous avons contacté deux écoles supérieures pour faire un bilan « général » du village avant de décider des actions à mener. Un « état zéro ». Une vraie rencontre se produit entre les villageois et les étudiants. La quasi-totalité des habitants ouvrent leurs portes et participent à l'enquête et des discussions s'emparent autour de questions « algè » environnementales et énergétiques et même au-delà. Des réunions publiques s'organisent ensuite pour rendre compte de l'enquête. Un des constats : la culture potagère est très présente, et importante pour les habitants. Pour certains elle répond à un besoin. Dans ces pratiques de cultures, il y a beaucoup de savoirs, de savoir-faire mais aussi beaucoup de choses à revisiter : comme l'utilisation de pesticides. Certains villageois ne s'empoisonneraient-ils pas à petit feu ? L'idée est alors lancée par les habitants de créer un jardin partagé expérimental, dans lequel on partage tout : le travail et les récoltes, dans lequel on expérimente la permaculture, qui explique tout produit chimique et dans lequel petit à petit les habitants discutent, partagent leurs expériences et agissent ensemble.

#### C'est alors que la collectivité se lance dans un projet de Centrale villageoise\*...

PG. Oui et rapidement ce projet dépasse largement le village pour se structurer au niveau de la communauté de communes du Pays de Saintois. Il trouve ainsi les compétences nécessaires à son développement. Cadastre solaire, éoliennes, aménagement de sentiers, biodiversité, paysage, ... de multiples projets voient le jour. Même si certains se heurtent à des difficultés et patinent un peu, la dynamique est là ! Des initiatives individuelles et collectives se créent au quotidien : ciné-débat, conversion en bio pour un agriculteur de la commune, cafés participatifs mensuels sur le village.

En parallèle, certains habitants s'essaient à la permaculture dans leur propre jardin. Le jardin partagé donne des idées à d'autres et on nous rend visite, fierté et dignité s'installent dans les esprits. Des demandes pour s'installer au village se font jour. Et les prochaines élections municipales se profilent, elles suscitent désormais un intérêt nouveau chez les habitants.

\*Les Centrales Villageoises sont des sociétés locales qui ont pour but de développer les énergies renouvelables sur un territoire précis, en associant citoyens, collectivités et entreprises locales. Elles apportent au territoire et à ses habitants des retombées économiques mais pas que...

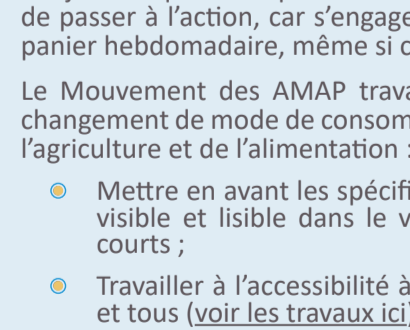
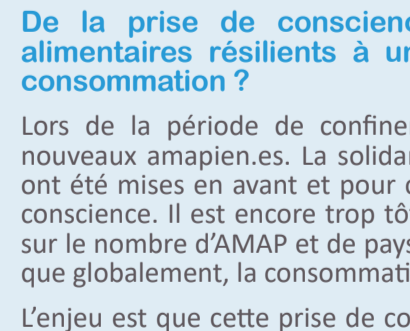
#### Mais quelle est votre recette ?

PG. La recette de cette réussite, si c'en est une, tient peut-être au fait que la commune ne s'est pas lancée avec des idées toutes faites quand elle a consulté ses habitants. Pas davantage de dogme ou d'ambitions politiques. Elle souhaitait simplement faire quelque chose avec le plus grand nombre de citoyens. Le fait aussi d'avoir mis en place une activité commune, régulière – le potager en l'occurrence – a permis aux gens de « faire ensemble ». C'est un levier énorme. Nous étions partis sur une transition énergétique, sans le vouloir nous sommes sur une transition du vivre ensemble qui ouvre des horizons insoupçonnés. La transition énergétique se décline désormais dans la SCIC des Centrales Villageoises du Pays du Saintois ». D'autres projets communaux naissent déjà dans les cartons. Une nouvelle équipe municipale, hommes et femmes, aux âges et profils divers s'empare peu à peu de cette dynamique et... le temps manque pour mener à bien tous nos projets. Ce nouveau mandat fait renaître l'espoir : une vraie volonté de s'engager dans une démarche de transition, à l'échelle d'une petite collectivité, qui n'a pas forcément choisi d'être là à trop cohabiter mais qui a envisagé de vivre ensemble, dans sa diversité. On l'oublie trop souvent mais la responsabilité et les possibilités qu'on a au niveau local sont à portée de main, et sont un puissant levain. Si c'était possible ici pourquoi ne serait-ce pas possible partout ?

Retrouvez la chronique radio concernant Ognéville ainsi que 2 autres belles expériences dans « la chronique de l'engagement »

## L'ÉCHO DES RÉSEAUX

### LE MOUVEMENT DES AMAP, PORTEUR DE PROPOSITIONS POUR UNE TRANSFORMATION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE



#### S'organiser en réseaux, un enjeu pour contribuer à la transition des territoires

En à peine 20 ans, + de 2000 Associations (pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne se sont créées partout en France (environ 3 700 paysans en AMAP et 250 000 mangeurs), nombre qui croît chaque année : entre 2015 et 2018, une augmentation d'AMAP d'environ 6,1% et 11% de paysans dans certains territoires. Une quinzaine de réseaux d'AMAP se sont progressivement organisés dans les territoires et au sein du Miramap depuis 2010.

Dans le Grand Est, on compte environ 130 AMAP, 2 réseaux organisés, Loramap (Lorraine) et Rhénamap (Sud-Alsace), ouvert à mettre en lien les AMAP de la région et à accompagner la création de nouvelles AMAP en présentant les expériences et ressources. Leurs membres sont souvent présents lors de manifestations locales pour sensibiliser le public et les consommateurs plus traditionnels et promouvoir ce modèle alternatif de consommation basé sur un contrat solidaire et éthique avec des paysans locaux qui pérennise les fermes et respecte l'environnement.

Développer ainsi le maillage territorial par la mise en réseau est un des axes du Projet Stratégique du Mouvement des AMAP 2020-2025, construit sous forme de chantier participatif en 2019. L'action en réseau est indispensable pour accompagner les AMAP dans leur rôle de transformation sociale et de transition des territoires : vers une agro-écologie paysanne, des fermes et des aliments d'un point de vue technique et énergétique, et vers une alimentation pensées dans l'intérêt général et engendrées collectivement.

#### De la prise de conscience de l'importance de systèmes alimentaires résilients à un réel changement des modes de consommation ?

Lors de la période de confinement, des AMAP ont pu accueillir des nouveaux adeptes. La solidarité et la résilience du partenariat AMAP ont été mises en avant et pour certains cela a permis une réelle prise de conscience. Il est encore trop tôt pour analyser l'impact de cette période sur le nombre d'AMAP et de paysans en AMAP, mais on peut déjà affirmer que globalement, la consommation en circuits courts a augmenté.

L'enjeu est que cette prise de conscience permette à nombre de citoyens de passer à l'action, car s'engager en AMAP dépasse le simple achat d'un panier hebdomadaire, même si c'est souvent le premier pas... Le Mouvement des AMAP travaille à plusieurs niveaux pour passer du changement de mode de consommation à une transformation profonde de l'agriculture et de l'alimentation :

- Mettre en avant les spécificités du partenariat AMAP, le rendre plus visible et lisible dans le vaste champ « commercial » des circuits courts ;
- Travailler à l'accessibilité à une alimentation de qualité pour toutes et tous (voir les travaux ici) ;
- Influencer, avec d'autres organisations, les politiques publiques avec par exemple :
  - les travaux du Groupe Alimentation d'INAPACT, pour penser et agir en faveur de la transition agricole par l'investissement dans les territoires (voir les travaux ici)
  - les campagnes de mobilisation réalisées à l'occasion des élections, comme par exemple la réalisation du pacte pour la transition, avec 32 mesures pour des communes plus écologiques et plus justes.

Loramap : [contact@loramap.org](mailto:contact@loramap.org)

Rhénamap : [contact@rhenamap.org](mailto:contact@rhenamap.org)

Miramap : [contact@miramap.org](mailto:contact@miramap.org)



### À LIRE, À ÉCOUTER, À VOIR

Le film **Douce France**, réalisé par Geoffrey COUANON, relate l'histoire d'une action d'éducation populaire qui amène des jeunes et des familles de Gonesse (banlieue parisienne) à user de leur pouvoir d'agir à s'interroger sur leurs modes de consommation, à penser les biens communs, à débattre de leur avenir, de leur vision du monde, et finalement, à s'opposer à un grand projet (le triangle de Gonesse) jugé inutile, d'accaparement des terres agricoles qui les environnent.

Citoyens & Territoires et le réseau DSU organisent dans les cinémas du Grand Est, dans les mois à venir, des diffusions du film suivies d'échanges-débats.

